

COMMUNIQUÉ

Du bac pro Gestion administration au bac pro Assistance à la gestion des organisations et des activités : une transformation inaboutie loin de régler toutes les difficultés !

Le CSE du 21 novembre 19 a examiné la transformation du bac pro Gestion administration (GA) en bac pro Assistance à la gestion des organisations et de leurs activités (AGORA). Le ministère présente cette transformation comme "*un volet essentiel de la transformation de la voie professionnelle dans le secteur tertiaire*". Hormis cette dénomination qui reste très éloignée des métiers auxquels la filière est censée former les jeunes, le résultat est loin d'atteindre cette ambition.

Depuis la création du bac pro GA en 2011, le SNUEP-FSU n'a pas cessé de montrer que ce bac pro était inadapté pour les élèves et qu'il engendrait de multiples problèmes dans sa mise en œuvre pour les professeur-es. En rénovant ce baccalauréat professionnel, le ministère répond en partie aux préoccupations des enseignant-es.

Quelques points positifs peuvent y être relevés, comme le retour indirect de quelques notions de comptabilité et un élargissement au domaine associatif des métiers auxquels permet d'accéder.

Concernant le référentiel d'évaluation, le SNUEP-FSU accueille favorablement l'abandon de l'évaluation au fil de l'eau des nombreuses compétences regroupées dans les fameuses "fiches Cerise". Cependant, les modalités d'évaluation en CCF des pôles 1 et 3 du bac pro AGORA seront précisées ultérieurement par circulaire et rien n'indique à ce jour que ces modalités simplifieront réellement la charge de travail des enseignant-es. De plus, si le référentiel d'activité professionnelle (R.A.P.) ouvre la porte à des activités "*en lien avec la révolution technologique*", comme la PreAO ou la PAO, nombre d'enseignant-es actuellement en activité en bac pro GA ne maîtrisent pas ces outils et auront besoin d'une formation qui reste à mettre en place. Au regard des moyens alloués à la formation continue, le SNUEP-FSU craint une formation a minima, laissant une nouvelle fois les collègues se débrouiller seul-es.

Enfin, certains points sont très critiquables. La très large polyvalence de ce bac pro risque encore de poser des problèmes aux enseignant-es dans sa mise en œuvre et n'est pas un gage d'une meilleure lisibilité pour les élèves. Aussi, rien n'est proposé pour améliorer la possibilité d'une poursuite d'études dans le supérieur. Pire, regroupées en blocs incluant parfois des parties dévolues aux enseignements généraux, les compétences du R.A.P. sont globalement plus orientées pour une insertion professionnelle immédiate au détriment d'une ouverture vers l'enseignement supérieur. De plus, ce référentiel fait clairement allusion à une utilisation de diverses colorations qui va en plus accroître considérablement la charge de travail des équipes enseignant-es et générer une concurrence et un déséquilibre entre les formations proposées dans les différents établissements. Tout ça pour un dispositif pédagogique qui n'est même pas mentionné sur le diplôme et n'apporte, de fait, aucune plus-value pour les élèves. Le risque est grand aussi de voir se multiplier les pressions des directions d'établissement et des inspections envers les personnels pour mettre en place les colorations – comme c'est déjà le cas.

Pour le SNUEP-FSU, il était devenu indispensable de modifier les contenus et les modalités d'évaluations du bac pro GA.

Le SNUEP-FSU reste toutefois insatisfait face à une proposition du ministère qui aurait dû avoir plus d'ambition pour les jeunes. C'est pourquoi il s'est abstenu à l'occasion de ce CSE.

Le manque d'attention du ministère envers les conditions de travail des personnels révèle que ce dernier n'a toujours pas pris la mesure de la gravité de la situation dans cette filière et plus généralement dans la voie professionnelle. Son discours médiatique sur la prétendue « excellence » ne résiste pas, une fois de plus, à l'épreuve de la réalité et des faits.